

Chambre de Commerce

QUESTION DE CONFIANCE

Pour l'économiste Carlo Thelen, le Luxembourg est condamné à être meilleur que les autres pour tirer son épingle du jeu. Une performance qui passe par une meilleure reconnaissance de ses propres capacités existantes.

Jean-Michel Gaudron (texte), Olivier Minaire /Wide (photo)

Comme à chaque fois en pareil cas, la **Chambre de Commerce** luxembourgeoise prépare, à l'attention du prochain gouvernement, un recueil de revendications et de recommandations pour maintenir le Luxembourg à un haut niveau de compétitivité et d'efficacité économiques. Il sera dévoilé après le scrutin du 7 juin prochain.

Economiste à la Chambre, **Carlo Thelen** est bien conscient que dans le contexte d'une crise économique exceptionnelle, la prochaine législature sera foncièrement différente de toutes les autres. «*Spéciale et difficile*, résume-t-il. *Il faut se préparer, dès maintenant, à l'après-crise, et les ministres l'ont bien compris*». Pas question, donc, d'attendre ce qui va se passer avant d'agir, l'heure est à une démarche réellement proactive. «*Si l'on se contente d'un taux de croissance dans la moyenne européenne, il faudra adapter un recul des prestations sociales et le Luxembourg perdra sa position de centre d'attraction au niveau de la Grande Région. Nous ne souhaitons évidemment pas ce scénario. L'objectif du prochain gouvernement est clair: nous sommes condamnés à être meilleurs que les autres*».

Améliorer la compétitivité et miser sur quelques domaines de compétences spécifiques (logistique, éco-environnement, ICT, recherche bio-moléculaire... sans oublier la place financière): le chemin est connu. Mais comment s'y engager? «*Le prochain gouvernement devra surtout développer une vision, une stratégie, qui aille au-delà de la seule législature à venir*, prévient Carlo Thelen. *La plupart des principaux défis qui nous attendent concernent les générations futures: les pensions, l'éducation, les infrastructures, l'aménagement du territoire. Tout devra être envisagé en évaluant ce qui est supportable pour un petit pays comme le Luxembourg en termes d'endettement public. Evidemment, le renforcement de nos structures économiques devra, comme par le passé, être axé également sur le développement continu du tissu industriel et des PME/PMI, qui constitueront également au cours de la nouvelle législature l'épine dorsale de notre économie*».

DES EFFORTS DE GOUVERNANCE

Pour contribuer à la durabilité des finances publiques, une des pistes avancées par M. Thelen consiste en l'établissement d'un fonds souverain. «*Un instrument à très long terme pour parer aux chocs conjoncturels et structurels, que l'on peut ima-*

giner doté par les surplus exceptionnels ou bien, chaque année, par un petit pourcentage des recettes».

Cette proposition ne doit évidemment, en rien, occulter quelques autres sujets d'attention, comme la forte croissance des coûts salariaux qui a amputé une partie des performances du pays à l'exportation et entamé l'excédent de sa balance courante. «*C'est un élément à surveiller de près. Etre plus performant au niveau des coûts: oui, mais aussi de la qualité de tout ce qui est réalisé, conçu, produit et exporté depuis le Luxembourg. L'apport en innovation est important, en capital humain aussi. C'est là un facteur clé de la compétitivité*».

Un autre sera également la capacité à offrir aux entreprises nouvelles qui s'implantent les conditions de leur épanouissement, de leur croissance. «*Il faut faire un grand effort au niveau de notre gouvernance en général*, estime M. Thelen. *Il y a des indicateurs au niveau mondial et le Luxembourg n'est pas toujours très bien placé. Il faut mettre de l'huile dans ces rouages-là*. La simplification administrative reste, encore et toujours, un des chevaux de bataille de la Chambre de Commerce, d'autant

plus que le sujet n'est pas nouveau. «*On a vu que pendant ces cinq années de bonne conjoncture, plein de choses n'ont pas été possibles. Là, en temps de crise, il va falloir mettre le paquet, sinon on ne retrouvera pas le chemin de croissance voulue*».

Carlo Thelen identifie également une source d'économie non négligeable en passant d'une optique de dépenses à une optique de résultats. «*Si nous appliquons ce système-là à tous les ministères, nous pourrions économiser beaucoup d'argent. Baisser les dépenses permettrait de consolider les finances publiques. On sait qu'il y aura moins de recettes, mais davantage d'efficacité permettrait de créer davantage de recettes fiscales à terme. Couplé à plus de croissance, plus tard, nous aurions alors de la marge pour adapter le système fiscal*».

«*On ne peut évidemment pas faire ça d'un coup, mais il est important de se lancer et de tenir ce qui sera dit*». A ses yeux, donc, ce n'est qu'en se donnant une stratégie ambitieuse et réaliste que l'Etat se donnera les moyens de ramener l'économie nationale sur une trajectoire de croissance supérieure à celle des voisins. «*Le défi est ambitieux, mais nous n'avons pas le choix*», prévient-il. ●



«Là, en temps de crise, il va falloir mettre le paquet, sinon on ne retrouvera pas le chemin de croissance voulue».

Carlo Thelen (Chambre de Commerce)

Dans 100 jours,
LES ÉLECTIONS...